

Histoire du débarquement en Normandie

Olivier Wieviorka

Histoire du débarquement en Normandie

Des origines à la libération de Paris
1941-1944

Éditions du Seuil

ISBN 978-2-0212-2536-5
(ISBN 1^{re} édition 978-2-02-052850-4)

© Éditions du Seuil, janvier 2007

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Pour Pascale et Sophie

Introduction

Le débarquement du 6 juin 1944 se classe, sans hésitation, parmi les grandes journées de l'Histoire. Comme telle, la date marque un aboutissement et annonce une situation radicalement nouvelle. Des mois d'attente fiévreuse, de spéculations fébriles, de préparatifs intenses s'y dénouent ; la campagne qui contribuera à abattre le III^e Reich s'y engage. Au soir du D-Day, la situation a irrévocablement changé : il y a partage des eaux entre un « avant » et un « après ». Rien, pourtant, n'est joué et c'est l'oublier que de considérer cette journée comme l'épilogue symbolique de la guerre à l'Ouest, la suite se réduisant à l'accomplissement de missions subalternes. Ce « jour le plus long », pourtant si rempli, dut supporter le poids du mythe. Prompts à magnifier la geste alliée, acteurs, témoins et historiens ont souvent préféré ses charmes à l'âpreté du réel, repoussant dans les marges du silence ce qui démentait la légende. Comme le souligne l'historien militaire britannique Basil Liddell Hart, « il y a eu trop de glorification de la campagne et trop peu d'enquête objective¹ ».

Un premier élément légendaire tient au nombre. L'ampleur même des moyens colossaux mobilisés a frappé les imaginations. En vantant la supériorité des troupes anglo-américaines engagées contre les Allemands, on a volontiers sous-entendu que le rapport des forces, largement favorable aux Alliés, leur offrait une inéluctable victoire. La corne d'abondance de la riche Amérique leur aurait assuré une écrasante puissance de feu ainsi qu'un

1. Cité par Max Hastings, *Overlord. D-Day and the Battle for Normandy. 1944*, Londres, Michael Joseph, 1984, p. 11.

flot ininterrompu de renforts. Le commandement pouvait dès lors multiplier erreurs tactiques et stratégiques : quels que fussent ses égarements, « l'arsenal des démocraties » garantissait la défaite de l'ennemi². L'histoire, pourtant, n'était pas écrite et cette vision ne correspond ni à l'approche des responsables de l'époque ni à une relecture attentive des événements. « Il serait illusoire de croire que nous pouvons défaire l'Allemagne simplement en produisant plus qu'elle. Les guerres sont gagnées par des stratégies pertinentes, mises en œuvre par des forces bien entraînées, équipées de façon adéquate et efficace », précisait dès la fin 1941 le général américain Gerow, chargé de la War Plans Division (Division des plans de guerre), dans une note adressée à John McCloy, secrétaire général adjoint du ministère de la Défense³.

Le mythe concerne tout autant la lecture politique du débarquement, volontiers présenté, dès 1944, comme une lutte morale opposant le bien et le mal, le juste et l'injuste, les démocraties aux totalitarismes. « Vous êtes sur le point de vous embarquer pour la Grande Croisade vers laquelle ont tendu tous nos efforts ces derniers mois. Les espoirs, les prières des peuples épris de liberté vous accompagnent », écrit Dwight Eisenhower dans l'ordre du jour qu'il distribue aux troupes à la veille de l'invasion. La formule semble si pertinente au commandant en chef du corps expéditionnaire allié qu'il la reprend pour baptiser ses Mémoires⁴. Certes, le débarquement a abouti à détruire le nazisme – un régime incarnant la barbarie absolue dont témoignent Auschwitz et Buchenwald – tout en rétablissant le règne du droit et des libertés. Pour l'Europe de l'Ouest, s'entend, puisque la partie orientale du Vieux Continent devait, jusqu'à la chute du mur de Berlin, connaître une destinée moins heureuse...

2. Tel est le point de vue que défend par exemple l'historien John Ellis dans son ouvrage *Brute Force*, 1990, cité par Terry Copp, *Fields of Fire. The Canadians in Normandy*, Toronto, University of Toronto Press, 2003, p. 255.

3. Cité par Geoffrey Perret, *There's a War to be Won. The United States Army in World War II*, New York, Ivy Books, 1991, p. 33.

4. Dwight D. Eisenhower, *Croisade en Europe. Mémoires sur la Deuxième Guerre mondiale*, Paris, Robert Laffont, 1949 (éd. américaine 1948). L'ordre du jour est reproduit en quatrième de couverture.

Faut-il pour autant assimiler *Overlord* à une guerre sainte dont les soldats auraient été les nouveaux croisés ? Les Alliés ne se seraient-ils battus que pour des principes, sacrifiant leurs intérêts nationaux sur l'autel de la morale ? Étrangement naïve, cette vision suggère que les Trois Grands, les États-Unis au premier rang, se seraient désintéressés des conséquences géopolitiques d'une défaite programmée de l'Allemagne, ne se souciant que de préserver les peuples de la peste brune et de rétablir en Europe valeurs et régimes démocratiques. L'histoire est connue : les jeunes hommes qui débarquaient « voulaient lancer des balles de base-ball, et non des grenades à main, tirer avec des carabines de 22 sur les lapins, et non avec des fusils M-1 sur d'autres jeunes gens. Mais quand vint l'épreuve, il fallut soit défendre la liberté, soit y renoncer ; ils combattirent. C'était des soldats de la démocratie. C'était les hommes du Jour J et nous leur devons la liberté⁵ ». La France, surtout, puisque la Grande-Bretagne et les États-Unis acceptèrent de sacrifier leurs hommes et leurs richesses pour délivrer du joug hitlérien la patrie des droits de l'homme et du citoyen. Ainsi, la patrie de George Washington remboursa, non sans panache, la dette de La Fayette ; mais le pays de Rochambeau se montra bien ingrat. « Sacrifice. Ils sont morts pour la France mais la France a oublié », titra par exemple le *New York Post* en février 2003, période où les relations franco-américaines connaissaient, guerre en Irak oblige, quelques turbulences⁶. Présenter ainsi la seconde bataille de France ne revient-il pas à en altérer et la lettre et l'esprit ?

Cette conception postule en effet que le camp occidental, les États-Unis notamment, aurait péché, tant par naïveté que par idéalisme. Se battant pour des principes, obnubilé par la nécessité de vaincre l'Allemagne, Franklin Roosevelt aurait subordonné la diplomatie à la stratégie, facilitant du même coup la mainmise de l'Union soviétique sur l'Europe orientale – malgré les objurgations de Winston Churchill. Cette thèse fut rétrospectivement

5. Stephen E. Ambrose, *D-Day. June 6, 1944. The Climatic Battle of World War II*, New York, Simon and Schuster, 1995 (1^{re} éd. 1994), p. 26.

6. Cité par Olivier Pottier, « Les malentendus transatlantiques », *L'Histoire*, n° 287, mai 2004, p. 60.

avancée en 1951, non sans candeur, par l'ex-commandant de la 1^{re} armée américaine, Omar Bradley. « Parfois, pendant cette guerre, nous avons oublié que les guerres se font pour résoudre des conflits politiques ; et durant la campagne d'Europe nous avons parfois aussi négligé des considérations politiques de première importance. Aujourd'hui, après sept ans de guerre froide, nous savons trop bien qu'une action militaire ne peut être dissociée d'une action politique », avoue-t-il dans ses Mémoires⁷. Appréciation appelée à une belle postérité. « Un premier point à souligner est que pour Roosevelt la priorité allait à la lutte contre l'Axe, selon une logique purement militaire d'efficacité maximale et en excluant systématiquement, dans la planification de la guerre, les considérations politiques liées à l'après-guerre (par exemple il n'était pas question de mener les opérations de façon à limiter l'avance de l'Armée rouge en Europe, comme les Anglais en eurent parfois l'idée), relève ainsi l'historien français Georges-Henri Soutou. La deuxième priorité était la mise sur pied de l'ensemble des institutions mondiales [...]. La réflexion sur les données géopolitiques de l'après-guerre passait après : il est clair en particulier que le facteur soviétique n'a pas été étudié à fond à Washington, en tout cas moins qu'à Londres par Churchill et le Cabinet britannique⁸. » Réussite stratégique, le débarquement aurait donc abouti à un Munich diplomatique du fait et de la naïveté des dirigeants américains, et de leur idéalisme.

Qu'elles exaltent la grandeur d'âme des puissances occidentales combattant pour l'humanité ou pointent les défaillances de Washington, ces interprétations font litière d'un élément essentiel : l'entreprise opposait moins deux idéologies que deux armées. Avant de dégager le sens et les conséquences de la confrontation, il faut donc bien ici retrouver ce qui en fit l'essence – la guerre. Et, par conséquent, les réalités militaires, les configurations du champ

7. Omar N. Bradley, *Histoire d'un soldat*, trad. Boris Vian, Paris, Gallimard, 1952, p. 12-13.

8. Georges-Henri Soutou, *La Guerre de cinquante ans. Les relations Est-Ouest. 1943-1990*, Paris, Fayard, 2001, p. 26.

de bataille, les conditions du combat, l'humeur des soldats – du général à l'homme du rang. Il s'agit également d'en admettre la violence. Non qu'elle ait été oubliée par les combattants, pour longtemps marqués par les épreuves endurées en 1944, mais cette donnée a fréquemment été minimisée par les historiens, enclins à proposer un récit édulcoré du débarquement. Les récits glorifiant une jeunesse anglo-américaine prête à sacrifier sa vie sur l'autel de la démocratie ne résistent pourtant pas au témoignage des archives. Faut-il, sans sourciller, admettre avec le général britannique Frederick Morgan que « même après des années d'attente fastidieuses et frustrantes, après des années de bombardements et de défaites, il n'y avait aucun doute sur le fait que, quand le temps viendrait d'amener ces hommes au travers de l'eau jusqu'en France, ils sauteraient, et sauteraient de façon exceptionnelle⁹ » ? Ou reconnaître que la guerre, par sa cruauté, a pu provoquer la peur et le dégoût chez certains de ceux qui étaient censés la mener ? « Depuis cinquante ans, la guerre côté Alliés a été aseptisée et poétisée, à en devenir presque méconnaissable, par les sentimentaux, les patriotes à tout crin, les ignorants et les amateurs de chair fraîche¹⁰. » « Ce qui manque à tous les grands moments de la hauteur morale pendant la guerre, c'est un minimum de conscience de l'état d'esprit des soldats sur le terrain. Ils ne se situaient ni très haut, ni particulièrement bas sur l'échelle des grands principes – ils n'y étaient pas du tout¹¹ », objecte l'universitaire américain Paul Fussell, ancien combattant de la Seconde Guerre mondiale. « Il est certain que le GI moyen ne comprit jamais rien à la guerre et ne sut pas vraiment pourquoi il combattait en Europe. Personnellement, je crois qu'il combattit simplement pour en finir et rentrer chez lui. Il combattit pour tuer des hommes qui voulaient le tuer. Il combattit aussi parce qu'on le lui ordonnait – et parce qu'il n'y avait pas de moyen de faire autrement sans être déshonoré », confirme Ralph Ingersoll, un

9. Frederick Morgan, *Overture to Overlord*, Londres, Hodder and Stoughton Limited, 1950, p. 109.

10. Paul Fussell, *À la guerre. Psychologie et comportements pendant la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Seuil, 1992 (éd. anglaise 1989), p. 9.

11. *Ibid.*, p. 225.

officier américain¹². Un poème écrit par Timothy Corsellis, jeune engagé dans la Royal Air Force (RAF), présente une interprétation non dénuée de cynisme :

Nous étions assis ensemble comme nous l'étions pendant la paix,
Nullement réunis par l'idéal de servir,
Mais par notre intérêt commun pour la pornographie et le désir de
tenir l'alcool mieux que les autres¹³.

« Retrouver la guerre¹⁴ » incite donc à recentrer les interrogations sur la question de la violence, subie ou administrée, et à récuser la légende selon laquelle les hommes débarquèrent sans crainte sous le feu de l'ennemi, prêts à s'immoler pour la cause. Insister sur les phénomènes de désertion, de lâcheté ou de peur oblige à questionner le lien unissant les citoyens à leur démocratie. Durant l'entre-deux-guerres, les régimes libéraux, minés par la crise politique, économique et sociale consécutive à la Grande Guerre et au krach de Wall Street, firent pâle figure face à la vigueur que semblaient incarner les totalitarismes – qu'ils fussent italien, allemand ou soviétique. À la suite d'un Drieu la Rochelle, plus d'un auteur se plaisait à opposer la virilité qu'exhibaient les royaumes de l'homme nouveau à la décadence des démocraties usées par la routine, sapées par le pacifisme, discréditées par les scandales. Ces régimes semblaient incapables de concurrencer la puissance retrouvée de l'Allemagne, voire de l'Italie, à telle enseigne que nombre de chefs civils ou militaires jugèrent parfois, au mépris de la réalité, que la France ou la Grande-Bretagne ne sauraient affronter sur le champ de bataille le III^e Reich et ses alliés. On comprend mieux, à cette aune, le satisfecit qu'Eisenhower accorde aux démocraties dès les lendemains de la défaite allemande. « Les victoires de Méditerranée et d'Europe donnent un démenti à ceux qui ont proclamé ou diront en leur temps que

12. Ralph Ingersoll, *Ultra Secret*, Paris, La Jeune Parque, 1947 (éd. américaine 1946), p. 292.

13. Cité par Paul Fussell, *À la guerre...*, *op. cit.*, p. 101.

14. Pour reprendre la formule de Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, 14-18. *Retrouver la guerre*, Paris, Gallimard, 2000.

les démocraties sont en décadence, craignent de se battre, sont incapables de rivaliser sur le plan de la productivité avec des économies enrégimentées et refusent de se sacrifier pour des causes communes¹⁵. » Propos peut-être rapides. Car certains éléments suggèrent que la mobilisation, en Grande-Bretagne comme aux États-Unis, connut quelques ratés. Les hommes purent douter des buts de guerre affichés par les Alliés, ce qui nourrit quelque scepticisme quant à l'efficacité des systèmes de propagande britannique et américain. La machine industrielle patina, à tel point qu'Eisenhower, pour disposer des navires de débarquement, dut retarder d'un mois la date du Jour J afin de bénéficier d'un délai supplémentaire de production. Faut-il enfin rappeler que l'équipement britannique dépendit de l'assistance américaine ? Pour ne citer que ce seul exemple, les brigades et divisions blindées de Sa Gracieuse Majesté, sur le théâtre normand, furent aux deux tiers équipées de chars *made in USA*, les industriels du Royaume-Uni se révélant tout bonnement incapables, tant qualitativement que quantitativement, de répondre aux demandes de leur armée¹⁶. Ainsi, le prix que chaque citoyen – homme ou femme, civil ou combattant, patron ou ouvrier – accepta d'acquitter pour servir son pays et la cause de la démocratie varia en fonction des individus, des classes et des nations. Bref, on ne saurait tenir pour acquis que tous acceptèrent de se mobiliser au service de la machine de guerre alliée en général et du débarquement en particulier.

Mais retrouver la guerre ne doit pas conduire à exclure ce qui, on le sait depuis Clausewitz, en forme l'essence – le politique. Selon une formule célèbre, le théoricien prussien avance en effet que « la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens ». Évidence parfois oubliée au point que nombre d'ouvrages dévolus au débarquement se sont surtout polarisés sur les questions militaires ou stratégiques, écartant les aspects diplomatiques. D'autres ont à l'inverse privilégié les pistes

15. Dwight D. Eisenhower, *Croisade...*, *op. cit.*, p. 508.

16. Correlli Barnett, *The Audit of War. The Illusion and Reality of Britain as a Great Nation*, Londres, Pan Book, 2001 (1^{re} éd. 1986), p. 164.

politiques ou diplomatiques. Certains, enfin, se sont concentrés sur l'économie¹⁷. Cette segmentation de la production historique n'a pu que concourir à masquer la profonde solidarité de facteurs étroitement corrélés. Comment comprendre que la France ait été désignée pour théâtre d'opérations sans envisager un faisceau de raisons ? Ce choix servait, de toute évidence, des impératifs logistiques (proximité des côtes anglaises ou densité des voies de communication obligent), mais répondait aussi à une logique géopolitique visant à prendre en gage, aux dépens des Soviétiques, la part la plus prospère de l'Europe – la France et l'Allemagne représentant évidemment un atout plus intéressant que les Balkans¹⁸. Et quand Winston Churchill demandait que les opérations se déroulent en Méditerranée, il entendait certes éviter de lourdes pertes humaines à son pays, l'attaque frontale contre la forteresse Europe étant réputée plus coûteuse que la stratégie périphérique chère au Premier ministre. L'histoire, au vrai, plaidait dans son sens. Les opérations amphibies, toujours risquées – puisque l'arrivée par la mer dessert considérablement les assaillants –, avaient souvent tourné au désastre, à l'instar de Gallipoli, en 1915, de sorte qu'on ne saurait reprocher à Churchill sa prudence. Ce dernier, cela dit, entendait tout autant ménager la vie de ses hommes que maintenir l'influence du Royaume-Uni dans une zone de longue date conquise aux intérêts britanniques. Inversement, l'option française *in fine* retenue par Washington et imposée sans ménagements excessifs à son allié répondait à une logique militaire : finir au plus tôt la guerre en attaquant l'adversaire en son point le plus fort. Mais ce choix revenait également à entériner la fin de l'hégémonie britannique en Méditerranée tout en acceptant que l'Union soviétique y étende son influence. Ces calculs n'épargnaient pas le camp adverse : le

17. Compte tenu de la fragmentation disciplinaire, les spécialistes de relations internationales tendent à ignorer les problèmes économiques, les historiens du social ne se penchant guère sur les questions diplomatiques. Ce qui n'enlève rien à la très grande qualité de ces recherches, servies aux États-Unis, en Grande-Bretagne comme au Canada par des chercheurs de talent.

18. Gabriel Kolko, *The Politics of War. The World and United States Foreign Policy. 1943-1945*, New York, Vintage Books, 1968, p. 28.

2 juillet 1944, Rommel se demande « s'il faut chercher la solution avec la Russie ou avec les Anglo-Américains. Il est fermement partisan d'une entente avec l'Occident. "Mais il est grand temps que les politiques négocient tant qu'ils tiennent encore quelques atouts en mains"¹⁹ ». Inutile d'ajouter que ces conceptions pesèrent sur la stratégie menée en 1944 par les chefs allemands, et notamment par le Renard du désert.

C'est au premier chef sous l'angle militaire que nous envisagerons l'opération *Overlord*. Le débarquement en Normandie constitue d'abord une opération armée dirigée contre le III^e Reich ; la stratégie, la tactique et les combats doivent donc se placer au cœur de l'analyse, et ce du 6 juin 1944 à la libération de Paris, le 25 août 1944, la campagne se présentant comme un ensemble cohérent du point de vue guerrier. Les ressorts, fort complexes, de la victoire seront analysés, car ce succès n'a pas été exempt de controverses, mêlant après-guerre acteurs et historiens dans des débats interminables que pimentèrent les passions nationales²⁰. Les Américains ont ainsi violemment contesté la conduite des opérations menée par le général Montgomery²¹, les historiens britanniques prenant aussitôt la défense du héros de El-Alamein²². Cette rivalité ne doit cependant pas masquer les autres aspects de la campagne de France, le rôle tenu par la Résistance française et la façon dont civils et militaires ont vécu les combats.

Au rebours de tant d'idées reçues, le débarquement en lui-même n'a pas été si meurtrier. Les pertes, au soir du 6 juin, se montèrent à 4 900 hommes (soit 2,8 % des effectifs débarqués), alors que les états-majors s'attendaient à un carnage. En revanche, la bataille de Normandie, menée dans un bocage où les haies

19. Friedrich Ruge, *Rommel face au débarquement 1944*, Paris, Presses de la Cité, 1960 (éd. allemande 1959), p. 252.

20. Beaucoup d'études se contentent de refléter un point de vue chauvin, relève Max Hastings dans *Overlord...*, *op. cit.*, p. 11.

21. Le dossier le plus sérieux – mais le plus sévère – a été instruit par Carlo d'Este dans *Histoire du débarquement. Janvier-juillet 1944*, Paris, Perrin, 2013.

22. On pourra se reporter à la version abrégée de la somme de Nigel Hamilton dans Nigel Hamilton, *The Battles of Field Marshal Bernard Montgomery*, New York, Random House, 1994.

composaient de redoutables obstacles, fut lourde de victimes et très éprouvante pour la troupe, au point de provoquer de profonds traumatismes et de nombreuses victimes psychiatriques. Volontiers euphémisé dans les Mémoires des généraux – mais non dans leurs rapports –, fréquemment passé sous silence par de nombreux auteurs, ce fléau posa un rude problème moral aux états-majors. Fallait-il, pour ne citer que ce dilemme, considérer le soldat défaillant comme un malade (à hospitaliser) ou comme un lâche (passible de la cour martiale) ? D'autres dysfonctionnements minèrent la discipline des armées : désertions mais aussi vols ou viols, commis au cours de la campagne. Il importe d'en rendre compte et d'en mesurer les effets sur les civils. Car les militaires ne furent pas seuls à souffrir de la violence de guerre. Bombardés par l'aviation alliée, pilonnés par ses forces navales, exposés aux combats et aux brutalités de la soldatesque, les Normands acquittèrent un lourd tribut au dieu Mars. En Basse-Normandie, où les opérations provoquèrent quelque 14 000 morts au cours de l'été 1944²³, la population nourrit envers ses libérateurs des sentiments ambivalents, partagée entre reconnaissance et ressentiment. « La population française ne semblait guère heureuse de nous voir arriver comme un pays vainqueur libérant la France. Ils étaient assez contents comme ils étaient ; nous apportions la guerre et la désolation à leur pays », relève le général britannique Brooke, chef de l'état-major impérial²⁴. Quel que soit l'héroïsme dont les Alliés et les civils firent preuve – et cet héroïsme fut réel –, ces faits moins glorieux méritent d'être pris en compte, pour sortir des lieux communs que mobilise la légende.

Aspects économiques et logistiques ne sauraient non plus être délaissés dans la mesure où ils conditionnèrent largement le succès du débarquement. L'entreprise dépendait bien entendu de la capacité alliée à fournir les troupes et les matériels

23. Michel Boivin, Gérard Bourdin, Jean Quellien, *Villes normandes sous les bombes*, Caen, Presses universitaires de Caen-Mémorial de Caen, 1994, p. 25.

24. Field Marshal Lord Alanbrooke, *War Diaries 1939-1945*, Londres, Phoenix Press, 2002 (1^{re} éd. 1957), p. 557.

nécessaires – armes, chars, aviation, bâtiments de guerre et de transport. Mais elle dépendait tout autant de leur aptitude à les transporter, en temps et en heure, sur le théâtre d'opérations. L'issue de la bataille résultait donc en partie de la course engagée entre Allemands et Alliés pour acheminer sur le champ de bataille des forces susceptibles, par leur nombre, d'écraser l'adversaire. Étroitement corrélés, facteurs économiques et logistiques ont par conséquent joué un rôle essentiel quoique trop souvent idéalisé : l'industrie américaine a donné la mesure de son efficacité mais ne fut pas nécessairement cet instrument parfait capable, à partir de 1943, de « répondre à tous les besoins²⁵ ». De même, si les logisticiens du SHAEF (Supreme Headquarters, Allied Expeditionary Forces) accomplirent des miracles, ils ne purent mener à bien l'ensemble de leurs projets. Plutôt que d'attaquer des ports solidement défendus par l'ennemi pour débarquer leurs renforts, les Alliés imaginèrent de construire deux ports artificiels considérés, le plus souvent, comme des atouts essentiels. À se borner à une stricte appréciation statistique, tel ne fut pas le cas, puisque le site d'Arromanches, laissé seul intact après la tempête du 19 juin 1944, n'assura le transit que de 33,1 % du seul tonnage britannique entre le 6 juin et le 12 octobre 1944²⁶. Le mythe, ici encore, mérite quelques correctifs.

Relevant de la guerre et du politique, le débarquement nous invite à réfléchir aux buts que s'assignait la coalition mais encore à la logique des conflits opposant, dans une géométrie variable, Londres, Moscou ou Washington. Si l'Alliance se maintint jusqu'à la défaite allemande, elle fut, au quotidien, moins idyllique que ne l'affirme Eisenhower. « Les gouvernements et leurs sections économiques, politiques et militaires s'étaient associés en un grand effort où les divergences nationales ne posaient pas de bien graves problèmes²⁷. » En réalité, les désaccords entre les membres de la coalition abondèrent. De fait, les contentieux

25. André Kaspi, *Les Américains*, t. I, *Naissance et essor des États-Unis. 1607-1945*, Paris, Seuil, « Points », 1986, p. 329.

26. Section historique, Aspects opérationnels Mulberry B, 10 mai 1945, Public Record Office (désormais PRO) CAB 106/966.

27. Dwight D. Eisenhower, *Croisade...*, *op. cit.*, p. 508.

stratégiques (où attaquer ?) se doublèrent de polémiques diplomatiques opposant Winston Churchill, Joseph Staline et Franklin Roosevelt, tous trois préoccupés par l'après-guerre. Car, loin de placer sa diplomatie à la remorque des opérations militaires, le président américain a bien agi en chef d'État développant une certaine idée des relations internationales²⁸. À telle enseigne que, « s'il y a eu guerre froide, c'est bien parce que les alliés de la coalition antihitlérienne se sont mutuellement empêchés de réaliser les buts de guerre en fait incompatibles que chacun avait définis de son côté avant 1945²⁹ ». Dans cette optique, *Overlord* ne répond pas à un simple objectif militaire mais se fonde sur une base politique – comme l'a montré, non sans arguments, Warren Kimball³⁰. Cette donnée explique en partie le traitement réservé à Charles de Gaulle par la Maison-Blanche ; l'homme du 18 Juin fut, non sans succès, tenu écarté de la libération de la France pour des motifs excédant les questions de personnes.

Sortir d'une histoire magnifiée du débarquement conduit à s'inscrire dans la tradition des historiens anglo-saxons qui ont frayé la voie, tout en s'appuyant sur des archives puisées en Grande-Bretagne (Public Record Office), aux États-Unis (National Archives and Records Administration, Eisenhower Library), ou en France (ministère des Affaires étrangères). Pièce à pièce, ces éléments composent le plan et l'arrière-plan d'un tableau qui n'entend dissimuler ni les ratés ni les difficultés d'une entreprise titanesque. Failles et contingences donnent le véritable prix de la victoire. Elles amènent à reconnaître la qualité d'hommes, et non de demi-dieux, aux jeunes soldats britanniques, américains et canadiens qui, à l'aube du 6 juin, s'élancèrent sur les plages normandes. N'est-ce pas l'hommage le plus honnête que l'on puisse leur rendre ?

28. Mark A. Stoler, « The United States: the Global Strategy », in David Reynolds et alii (dir.), *Allies at War. The Soviet, American and British Experience*, New York, St. Martin's Press, 1994, p. 74-75.

29. Georges-Henri Soutou, *La Guerre de cinquante ans...*, op. cit., p. 19.

30. Warren F. Kimball, *The Juggler. Franklin Roosevelt as a Wartime Statesman*, Princeton, Princeton University Press, 1991, p. 14 sq.

Alliés... mais pas trop

Que les Alliés aient dû, pour vaincre l'Allemagne, reprendre pied sur le continent européen relève aujourd'hui de l'évidence. Qu'ils aient, pour ce faire, désigné la France semble tout aussi naturel : la victoire ayant ratifié ce choix, la mémoire le consacre en transformant les plages normandes en lieu de pèlerinage où anciens combattants et spectateurs se mêlent pour célébrer le Jour J. Ainsi, logiques historiques et effets mémoriels se conjuguent pour présenter la Normandie comme une option répondant à une implacable nécessité. Et pourtant, l'opération *Overlord*, déclenchée à l'aube du 6 juin 1944, n'est pas allée de soi. Elle a suscité, entre 1942 et 1943, de violents débats stratégiques entre Américains, Britanniques et Soviétiques, chacun défendant des approches géopolitiques si difficilement conciliables que l'entreprise en fut très retardée. Il fallut en effet attendre le 13 avril 1943 pour qu'un général britannique, Frederick Morgan, soit officiellement chargé de préparer quelques plans. Encore ne s'agissait-il que d'esquisses. *Overlord* ne fut approuvé qu'à la conférence de Téhéran (28 novembre-1^{er} décembre 1943), Eisenhower – nommé chef suprême du corps expéditionnaire – ne recevant son commandement que le 6 décembre 1943. En raison de leurs désaccords, les Alliés ne disposèrent donc que de cinq mois (de janvier à mai 1944) pour planifier une entreprise dont tous, pourtant, soupçonnaient la complexité. C'est que chaque allié entendait mener la guerre à sa façon !

Faire la guerre, versions originales

Jusqu'en 1943, la Grande-Bretagne affronta une situation contrastée où l'ombre le dispute à la lumière. Sous la ferme direction de Winston Churchill, son Premier ministre depuis le 10 mai 1940, elle avait réussi à résister à l'ouragan *Blitzkrieg* en rapatriant une partie de son corps expéditionnaire à Dunkerque, à l'emporter sur la Luftwaffe lors de la bataille d'Angleterre et à opposer aux bombardements allemands sur Londres et Coventry la détermination d'un peuple résolu. Protégé, par son insularité, de l'invasion allemande, le Royaume-Uni connaissait pourtant des heures difficiles. D'une part, les sous-marins de la Kriegsmarine menaçaient son approvisionnement. D'autre part, en Asie, l'Empire ne résistait pas aux assauts du Japon : Hong Kong capitulait le 24 décembre 1941 ; la Malaisie, Singapour, la Birmanie étaient conquis dans les mois suivants. En Afrique, Rommel menait une campagne éclair, s'emparant, le 14 juin 1942, de la place forte de Tobrouk et menaçant Alexandrie. Certes, le général Montgomery infligeait à l'Afrika Korps une sévère défaite à El-Alamein (3 novembre 1942), mais cette victoire – l'unique véritable succès remporté par les seuls Britanniques en quelque deux années... – ne pouvait masquer l'étendue de leurs revers.

La Grande-Bretagne devait donc mener une stratégie prudente, privilégiant la défensive et évitant l'engagement direct. D'autant qu'à l'exception d'El-Alamein, cette confrontation s'était toujours soldée par une déroute – en France comme en Crète, à Dieppe comme à Tobrouk¹... Du coup, la Grande-Bretagne visait à tenir plutôt qu'à vaincre. Winston Churchill espérait l'emporter en usant l'Allemagne par une guerre d'attrition *via* le blocus économique – que livrait la Royal Navy – et par la guerre aérienne qu'engageaient de nuit les bombardiers de la RAF. Cette option ménageait les forces terrestres, trop faibles pour être envoyées

1. Alex Dantchev, « Great Britain: the indirect strategy », in David Reynolds *et alii* (dir.), *Allies at War...*, *op. cit.*, p. 3 sq.

Vichy
1940-1944
(en collaboration avec Jean-Pierre Azéma)
Perrin, 1997; 2001, 2004

Résistance et politique sous la iv^e République
(sous la direction de Bernard Lachaise
en collaboration avec Christian Delporte,
François Audigier et al.)
Presses universitaires de Bordeaux, 2004

Surviving Hitler and Mussolini
Daily Life in occupied Europe
Direction de l'ouvrage, en collaboration
avec Robert Gildea et Anette Warring
Berg publishers, 2006

Histoire de la Résistance
1940-1945
Perrin, 2013

RÉALISATION : PAO ÉDITIONS DU SEUIL
IMPRESSION : NORMANDIE ROTO IMPRESSION S.A.S. À LONRAI (61)
DÉPÔT LÉGAL : AVRIL 2010. N° 102194 (100938)
Imprimé en France